

Asnières - 18 novembre 2018

### « Qu'est ce que le conservatisme ? »

La question se pose plus souvent ici en France que dans les pays anglophones. Chez nous, il y a des partis politiques qui se décrivent comme conservateurs et nous reconnaissons une division habituelle du discours politique entre le côté libéral et le côté conservateur. Bien sûr, le sens de ces mots change avec les intérêts et les luttes de ceux qui les utilisent. Mais nous ne trouvons pas très difficile de traduire les conflits du jour dans le langage libéral-conservateur plutôt que gauche-droite.

Simplement dit, être conservateur c'est vouloir conserver ; être libéral c'est vouloir répandre la liberté de l'individu. Et s'il y a conflit entre les deux, c'est parce que les institutions, les coutumes, les formes de vie que nous voudrions conserver semblent fonctionner comme restriction de la liberté individuelle (comme le mariage, par exemple, restreint la liberté sexuelle).

Mais l'idée d'un conflit absolu entre le conservatisme et le libéralisme est une puissante erreur répandue dans la culture d'aujourd'hui. La liberté individuelle est un produit des institutions politiques, et c'est un des biens que nous voulons conserver. Une des plus grandes erreurs de la philosophie révolutionnaire comme l'ont compris les révolutionnaires français, est de croire que l'homme peut se réjouir de la liberté dans la condition naturelle, qu'il est né libre comme a constaté Rousseau. La vérité est l'opposé : l'homme devient libre grâce aux institutions comme l'Etat de droit, la famille et les responsabilités personnelles, qui le contraignent à reconnaître que ma liberté à moi est acquise au prix de la reconnaissance de la liberté des autres. La liberté, comprise comme telle, est un don de notre héritage politique et n'existe que parce que nous faisons l'effort de la conserver. Et cet effort est de plus en plus nécessaire parce que nous sommes en train de perdre la culture de la liberté à cause de l'intolérance croissante des islamistes et de la nouvelle politique des identités.

En fait, une des raisons pour lesquelles je suis moi-même devenu conservateur c'est que j'ai reconnu, dans les années 60, que la politique de la libération qui faisait un spectacle flamboyant dans la rue menaçait justement de détruire les institutions qui rendaient la vraie liberté (la liberté civile) possible, en nous protégeant de ceux qui voulaient en profiter.

Dans sa forme originelle, celle qu'il a acquis à l'époque des lumières, le conservatisme était une réplique au libéralisme classique, une sorte de « oui mais » en réponse au « oui » de la souveraineté populaire. Il était une défense de la valeur de l'héritage contre l'innovation radicale, insistant sur l'idée que la libération de l'individu ne peut être accomplie sans la

sauvegarde des coutumes et des institutions, menacées par l'importance exclusive octroyée à la liberté et à l'égalité.

A la fin du XIX<sup>ème</sup> et au début du XX<sup>ème</sup> siècle, le conservatisme a commencé à se définir autrement : il est devenu une riposte aux modèles gargantuesques d'une société « juste » promue par un nouveau genre d'Etat managérial. Dans une certaine mesure, les conservateurs sont devenus au cours de cette lutte les véritables défenseurs de la liberté, contre un système qui est, au mieux un gouvernement bureaucratique, au pire, comme dans l'Union soviétique, une tyrannie plus meurtrière encore que celle des jacobins dans la France révolutionnaire. On a pu voir cette évolution de pensée ici en France parmi les conservateurs intellectuels, comme Raymond Aron, Alain Besançon et Jean-François Revel, qui écrivaient pendant la guerre froide contre les intellectuels de gauche comme Sartre qui tournaient vers l'union soviétique un œil aveugle.

Mais dans les années 60, je commençais à croire, en étudiant les actes et les pensées des soixante-huitards, que la poursuite révolutionnaire de la liberté du soi, la liberté existentielle, était une espèce de contradiction, et je me suis mis à chercher les fondations d'une philosophie qui me permettrait de croire en quelque chose de plus concret que la liberté.

Bien sur, je me suis adressé au début à Edmund Burke, dont les « réflexions sur la révolution en France » est le document fondateur du conservatisme anglais. Burke opposait ce qu'il voyait comme l'erreur de base des révolutionnaires, voire l'idée d'un contrat social, selon lequel la légitimité de l'Etat est basée sur le consentement des citoyens actuels. Le lien social, constatait-il, n'est pas le contrat mais l'attachement ; et l'attachement embrasse non seulement les citoyens actuels mais aussi les morts et ceux qui ne sont pas encore nés. La société est un héritage partagé, pour le bien duquel nous apprenons à circonscrire nos exigences, à considérer notre place dans l'univers comme partie d'une chaîne continue du donner et du recevoir, et à reconnaître que les bonnes choses dont nous héritons ne sont pas là pour être gâchées. Elles sont là pour être conservées.

Burke s'est mis fortement contre l'idée d'une société menée d'en haut, par des gens qui se proposent comme uniquement qualifiés à diriger les gens vers le bonheur. C'est là, croyait-il, l'origine de la tyrannie utopique. Une société, pensait-il, ne peut se construire que par le bas ; seule l'interaction concrète entre les individus produit l'affection et la confiance nécessaires. C'est en famille, dans les clubs et les associations, à l'école, à l'église, à l'armée ou à l'université que les hommes apprennent à interagir ensemble comme des êtres libres qui prennent la responsabilité de leurs actions et rendent des comptes à leur voisin. Lorsque la société est organisée d'en haut soit par le gouvernement vertical d'une dictature révolutionnaire, soit par les règlements impersonnels d'une bureaucratie obscure, alors la capacité à rendre des comptes disparaît de l'ordre politique autant que de la société. Un gouvernement vertical nourrit l'irresponsabilité des individus et la confiscation de la société civile par l'Etat mène à la diffusion du refus parmi les citoyens d'agir pour et par eux-mêmes.

Ces pensées sont simples en elles-mêmes mais très puissantes dans leur application politique. Elles forment la base du conservatisme anglais dans toutes ses formes, et elles expliquent pourquoi un conservateur anglais n'est pas simplement du type appelé « réactionnaire » par les Français. Un réactionnaire veut défaire quelque chose, détruire les nouveaux arrangements installés pour les remplacer par des choses qu'il croit avoir perdues. Comme le révolutionnaire, il est animé par une force destructrice, même par une haine, et il n'est content que quand la chose détestée s'écroule devant lui. Bien qu'il soit attiré aussi par une vision de l'avenir, c'est une vision aussi utopique que celle de son adversaire : une vision comme celle de Joseph de Maistre, qui voulait rétablir en France les principes de légitimité religieuse et monarchiste qui avaient, selon lui, mené l'ancien régime.

Le danger aujourd'hui du discours apocalyptique est du même genre, le danger de ne réfléchir que sur ce que nous avons perdu et non pas sur ce que nous avons conservé. Le vrai conservateur, à ce que j'ai pu constater pendant ma vie, est animé par l'amour et par une sorte de tendresse envers la société actuelle, plutôt que par les sentiments destructeurs et haineux qui sont si courants à gauche. Il veut conserver ce qu'il aime et l'adapter à la situation actuelle pour que ce qu'il dure – c'est justement le sentiment de Burke quand il écrivait « il faut réformer pour mieux conserver »-. C'est dans ce sens que le conservateur s'attache aux traditions.

La tradition n'est pas une connaissance théorique qui concerne des faits et des vérités ; elle n'est pas non plus un savoir-faire ordinaire. Il existe une autre forme de connaissance qui comprend la capacité à maîtriser certaines situations, savoir que faire afin d'accomplir une tâche avec succès, savoir que faire en société, que dire, que ressentir. Ce sont des connaissances que l'on acquiert par l'immersion dans le monde ; elles ne peuvent être enseignées par la leçon mais seulement par l'osmose ; pourtant celui qui ne les a pas acquises est décrit à raison comme un ignorant : le déroulé de la journée, la répartition des tâches dans une famille, les routines d'une école, d'une équipe ou d'un tribunal, la liturgie d'une église, les vêtements choisis pour tel ou tel besoin social, les rites de passage marquant la traversée de l'homme de la naissance à la mort, tout cela incarne une connaissance sociale tacite sans laquelle nos sociétés s'effondreraient.

Si je vous dis tout cela, c'est pour montrer que le conservatisme, d'après mon entendement, est moins une philosophie de l'Etat qu'une vision de la société civile, des coutumes et institutions qui surgissent naturellement de nos affections et attachements primaires.

Le conservateur soupçonne l'Etat non parce qu'il est anarchiste et non parce qu'il méprise le pouvoir dans ses formes civilisées, mais parce qu'il veut soutenir les formes d'ordre social qui arrivent spontanément parmi les gens par les attachements humains, et qui risquent si souvent d'être confisquées et retournées contre elles même par l'Etat.

Il faut se rappeler de ce principe quant on réfléchit sur les grands problèmes politiques que nous confrontons aujourd'hui : l'immigration, l'environnement, le désordre des relations

familiales et sexuelles, le désarroi dans les écoles et les universités. L'Etat providence n'a aucun pouvoir pour résoudre ces problèmes, au contraire il est en grande partie leur origine. C'est à cause de l'Etat providence qu'un grand nombre de pauvres veut se transférer en Europe pour profiter d'un logement gratuit et des aides sociales distribuées sans aucune demande de loyauté réciproque ou de gratitude. Et c'est justement la croissance partout d'une culture de déloyauté, une culture qui permet aux groupes de citoyens de se dispenser du bien commun et des devoirs patriotiques élémentaires, qui a créé une société du tout jetable qui considère le territoire précieux de la nation comme la responsabilité d'un Etat anonyme et non du peuple. Et finalement, c'est à cause de l'Etat providence, que les relations sexuelles et familiales dysfonctionnelles sont soutenues et subventionnées par les impôts payés par les personnes honnêtes.

Tout le monde, j'ai l'impression, est conscient de ces faits et du fait que l'Etat moderne a confisqué à la société le pouvoir de s'en occuper, sans s'en occuper lui-même. Et c'est une raison de prendre au sérieux la distinction soulignée par le conservatisme entre la société civile et l'Etat, une distinction finement élaborée par Hegel, un des grands maîtres de la tradition conservatrice.

En même temps, le conservateur n'est pas anarchiste et reconnaît la vérité dans le libéralisme, que l'ordre de nos sociétés européennes est fondé sur la politique, dans le sens large de ce terme, voulant dire non l'Etat moderne mais la tradition de se gouverner par le consentement des citoyens.

Il y a ici une distinction entre l'ordre religieux et l'ordre politique. La forme religieuse de l'ordre social nous est donnée à voir dans la Bible hébraïque et le Coran : c'est un ordre où les lois sont fondées sur des prescriptions divines et où les charges terrestres sont occupées par délégation de Dieu. Une religion est fondée sur la piété, soit la pratique de la soumission aux ordres divins. Dans l'ordre politique, par contraste, une communauté est gouvernée par des lois et des décisions humaines, sans références aux impératifs religieux. La religion est une condition statique, la politique un processus dynamique. Tandis que les religions exigent une soumission sans réserve, le processus politique propose la participation, la discussion et la législation fondée sur le consentement. Ainsi en est-il dans la tradition occidentale, face à la tentation constante que nous constatons aujourd'hui dans sa forme la plus virulente chez les islamistes, de renoncer à la tâche ardue de compromis et de trouver refuge dans un régime d'impératifs incontestables.

Cette tradition est une tradition qu'il est urgent de conserver, parce que nous avons maintenant, vivant parmi nous, des minorités qui veulent la remplacer par une obéissance absolue, non à nos lois et coutumes indigènes, mais à un Dieu auquel on a fait appel pour le gouvernement des tribus indisciplinées du moyen orient.

Une des grandes tâches du conservatisme aujourd'hui est de réconcilier la tradition d'ordre politique dans laquelle l'Etat joue un rôle nécessairement décisif avec une vision de la

communauté politique qui reconnaît que c'est dans la société civile et non dans l'Etat que le destin et le bonheur de l'homme se trouvent. Les Français ont des raisons profondément liées à leur histoire, de rejeter ici la solution monarchiste, des raisons qui n'ont aucune force pour nous les Anglais. Mais c'est justement ce qui reste de notre tradition monarchiste qui nous a permis de voir l'Etat dans le rôle de serviteur plutôt que celui du maître dans les affaires de la société civile. Bien sûr, c'est une espèce de mythe, que notre gouvernement est serviteur de la reine, et que la reine se réjouit d'une souveraineté absolue qui ne peut être divisée qu'avec son consentement. Mais bien que les mythes soient littéralement faux, ils expriment aussi des vérités plus profondément insérées dans l'expérience humaine, que les vérités superficielles du quotidien politique. La reine joue un rôle représentatif et ce qu'elle représente, ce ne sont pas les institutions du gouvernement mais la société civile et la loyauté dont la société dépend. Bref, elle représente le « nous », la première personne du pluriel qui est la voix de la nation conçue comme source du devoir public.

Ici, il faut faire mention d'une idée qui est fondamentale pour la politique écologique. Les êtres humains lorsqu'ils s'établissent quelque part, sont animés par l'« oikophilia », l'amour du foyer, qui n'est pas seulement le « chez soi » mais aussi le peuple qui l'habite et les arrangements concomitants qui dotent ce « chez soi » de contours durables et d'un sourire constant. L'« oikos » est le lieu qui n'est pas seulement le mien et le tien, mais le nôtre. Il est la scène de la première personne du pluriel de la politique, le centre, à la fois réel et imaginaire où tout se passe.

Et c'est ici il me semble, que la confrontation avec la gauche se joue aujourd'hui. La gauche se définit toujours par un grand négatif : elle est contre la société actuelle, contre la bourgeoisie, contre les puissances et les privilèges qui se sont insérés dans les habitudes et traditions des gens ordinaires. Elle est contre la nation comme idée identitaire et contre les loyautés au foyer familial, aux voisinages et aux liens appartenant au territoire et à l'histoire, qui font de nous un « nous », avec un droit prescriptif à vivre ici, dans le pays qui est le nôtre, conformément aux coutumes et aux aspirations pour lesquelles ont lutté nos pères.

Ce « nous », la nation qui assume le droit d'exister et de se soutenir ici, dans le territoire qui est le nôtre, est répugnant aux gauchistes, et surtout aux intellectuels qui se sont mis à le mépriser comme étant raciste, ethnocentriste, xénophobe etc .. Et le conflit entre les loyautés des gens ordinaires et l'identité globaliste et cosmopolite des classes libérales et politiques est le conflit dominant de nos jours. La gauche ne se définit plus comme le gardien et le soutien de la classe ouvrière. Dans la mesure où cette classe existe, elle est dénigrée et maudite par les intellectuels de gauche comme un nœud de racistes et de xénophobes. La gauche d'aujourd'hui est le parti de la nouvelle bourgeoisie, des professeurs d'université, des personnalités des médias, des consultants et financiers, bref des gens soutenus par les subventions créées par l'économie mondialisée, qui n'appartiennent à aucun lieu et ne reconnaissent aucune loyauté civique qui aurait pour effet de les attacher aux gens moins mobiles qu'eux mêmes.

Mais le monde créé par cette nouvelle classe politique n'est fondé sur rien ; c'est un monde sans racines, sans le dévouement nécessaire des gens ordinaires, sans la possibilité de faire appel aux sacrifices et aux affections sans lesquelles aucune société ne peut durer. En face de cette nouvelle « trahison des clercs », le peuple d'Europe a commencé à manifester qu'il voulait retrouver l'identité historique qu'on lui a volé. Et il y a ici un côté de la philosophie conservatrice qui fait cause commune entre les français et les anglais.

Je note ici l'importance, et pour nous anglais et pour vous français, de la pensée de Simone Weil dont l'ouvrage posthume « l'enracinement » sorti en 1949, est une sorte d'abrégé du conservatisme culturel. Le livre exprime un état d'esprit plutôt qu'un programme politique, et c'est un état d'esprit qui pourrait nous guider et nous inspirer dans les temps difficiles que nous traversons. Il nous suffira comme conclusion de ce petit discours sur le conservatisme, de résumer la philosophie de Weil dans laquelle on trouve tous les thèmes qui ont aujourd'hui une signification majeure dans la vie politique.

Comme beaucoup de ses contemporains, Weil est un produit de la pensée de gauche ; marxiste, elle s'est brusquement engagée dans une direction opposée, à la veille de la seconde guerre mondiale. Elle était juive, mais élevée dans un foyer laïc et athée. Son attirance de toujours pour le christianisme, a pris forme sous l'influence de son ami et mentor Gustave Thibon et son genre de christianisme culturel est sans prétention métaphysique, typique des sentiments religieux des conservateurs d'aujourd'hui. Après avoir lu les poésies de George Herbert, mais surtout après sa révélation dans l'église de Santa Maria Degli Angeli à Assises en 1935, Weil s'est convertie à la foi catholique (sans pourtant se faire baptiser) et, dans la foulée, a renouvelé son engagement pour la France. Elle espérait, à la manière de Jeanne d'Arc devenir le martyr des deux causes. Réfugiée en Angleterre pour fuir le nazisme, elle a été un temps entraînée par les Opérations spéciales britanniques. Elle voulait être un agent de la résistance française mais sa santé fragile l'en a finalement empêchée. Dans ses écrits, elle n'a pourtant cessé de réitérer son appel passionné au sacrifice de soi, une posture qu'elle s'est appliquée à elle-même et dont elle a fait une éthique de vie.

Le catholicisme mystique de Simone Weil, son identification aux victimes des politiques totalitaires et de l'industrialisation forcée, ont produit des réflexions certes excentriques, mais très influentes sur l'état de la société, assorties de propositions sur la manière de redonner du souffle à cette dernière. Au déracinement qui est, selon elle, le mal principal de la civilisation moderne, elle oppose l'enracinement qui, dans le passé, a préservé l'humanité de la corrosion sociale et pourrait à nouveau la protéger dans l'avenir. Ce pan de sa pensée est redevable au conservatisme agrarien de Thibon et de Giono. Selon Weil, les êtres humains possèdent des racines, grâce à leur participation active à une collectivité, à une communauté qui conserve, fait vivre un legs social et spirituel, et offre la perspective d'un futur partagé. Cette idée d'un enseignement qui, dans toutes ses dimensions, est au cœur même du conservatisme – exprimée dans une prose mystique et poétique - a profondément

influencé les disciples intellectuels de Simone Weil : TS Eliot, Albert Camus mais aussi les papes Paul VI et Jean-Paul II. Weil a tenté de réconcilier l'importance des attachements particuliers à une moralité universelle kantienne d'une part, le respect pour la hiérarchie, la diversité, la propriété privée et le droit au territoire d'autre part.

Elle a défendu un patriotisme authentique, l'enracinement local d'une citoyenneté mondiale contre le nationalisme, celui-ci étant une forme de déracinement comparable dans ses effets à l'aliénation par la production industrielle dont elle a donné une critique virulente. Dans son aversion pour les effets de l'industrialisation, elle a invoqué une inspiration autant chrétienne que marxiste et proposé des remèdes utopiques (l'interdiction de créer de grandes industries par exemple) pour l'amélioration de la condition des travailleurs. Comme Ruskin, le penseur anglais conservateur, moitié socialiste et grand esthète, elle a voulu faire du travail un exercice d'obéissance volontaire, justifié par l'allégeance à la collectivité et à l'ordre social, une forme de fidélité pieuse à la vie où la gravité et la grâce commanderaient les actes du quotidien (l'idée vient du livre « La pesanteur et la grâce », publié par Thibon en 1952 à partir des entrées du journal de Simone Weil).

Sa conception profondément morale de la vie économique a aussi influencé son appréciation du droit. Comme Kant, elle pensait qu'il pouvait imposer une morale sans porter atteinte à la liberté : la constitution anglaise qu'elle admirait exprimait assez bien cette idée. Son amour de l'individualisme lui faisait pourtant penser que le droit ne suffit pas, que le salut ne vient que d'une disposition intérieure au sacrifice.

Weil incarne pour moi le côté poétique et religieux de la pensée conservatrice et on pourrait, avec justesse, la critiquer pour son manque de solutions concrètes aux problèmes qu'elle décrit. Le fait qu'elle partage la vision critique des marxistes sur le processus de production capitaliste, sans accepter la politique révolutionnaire que ceux-ci en tiraient, montre un certain côté romantique de sa pensée. C'est peut être le grand danger chez les conservateurs, de supposer qu'il ne faut que comprendre notre situation pour pouvoir la rectifier.